

Démocratie

CLIMATOSCEPTICISME : LE NOUVEL HORIZON DU POPULISME FRANÇAIS

Sacha Bentolila, Roman Bornstein, Benoît Calatayud

26/04/2023

Interrogés sur la réalité du changement climatique et sur son origine anthropique, 37% des Français se classent parmi les climatosceptiques. Au-delà d'une prétendue controverse scientifique, cette remise en cause du consensus climatique signale avant tout une nouvelle aggravation de la profonde défiance qui caractérise le rapport des Français aux institutions censées les représenter. Cette vague peut-elle faire dérailler la transition énergétique du pays ? Sacha Bentolila, Roman Bornstein et Benoît Calatayud analysent les ressorts d'une dynamique populaire qui, malgré son potentiel électoral, attend encore son incarnation politique.

2019-2022 : le grand bond climatosceptique

Les données de [l'ObsCOP 2022 d'EDF](#) permettent à première vue de constater une bonne nouvelle : en France, le négationnisme climatique ne progresse pas. Ceux qui nient purement et simplement la réalité du changement climatique n'étaient que 8% en 2019, et ils sont toujours 8% en 2022. C'est plus de deux fois moins qu'aux États-Unis, en Australie ou en Suède.

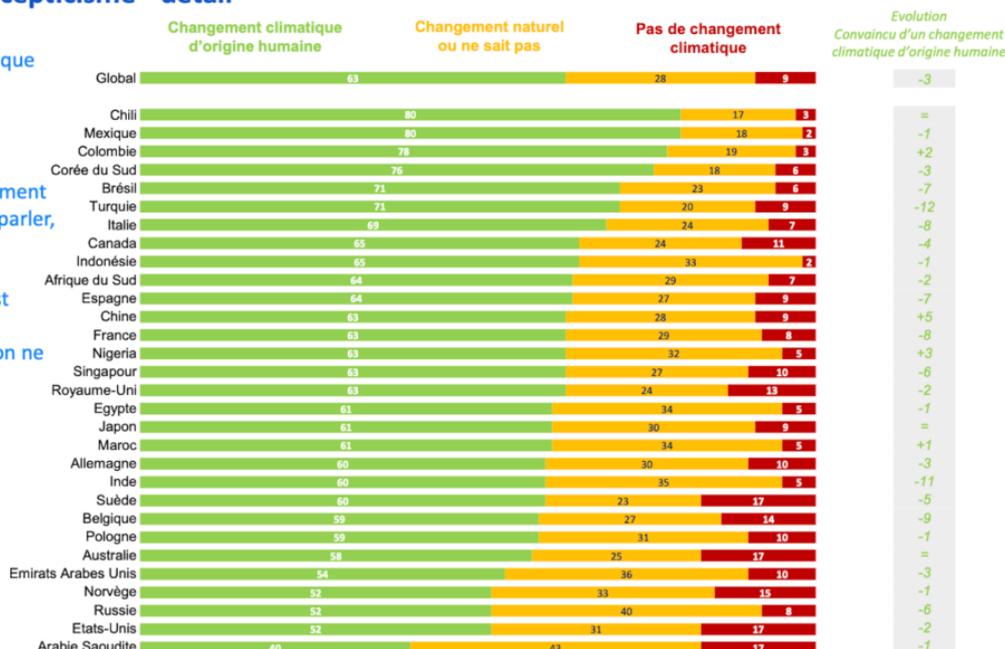
Cependant, si le négationnisme climatique stagne, le détail des chiffres de l'ObsCOP 2022 laissent apparaître un paradoxe : alors même que le changement climatique et ses conséquences dramatiques ne sont plus des projections alarmistes et lointaines mais désormais une réalité visible et palpable, le révisionnisme quant à la responsabilité des activités humaines dans le dérèglement climatique connaît lui, au pire moment, une préoccupante progression.

En effet, là où 70% des sondés acceptaient en 2019 le fait qu'« il y a un changement climatique d'origine humaine », ils ne sont plus que 63% en 2022. Sur les 30 pays testés par l'enquête, seuls cinq ont vu le doute sur l'origine humaine du changement climatique progresser plus fortement qu'en France.

Le taux de climato-scepticisme - détail

Q. Vous-même, diriez-vous que nous sommes en train de vivre un changement climatique ?

Q. Et concernant ce changement climatique dont on entend parler, diriez-vous : qu'il est principalement dû à l'activité humaine, qu'il est principalement dû à un phénomène naturel ou qu'on ne peut pas savoir ?



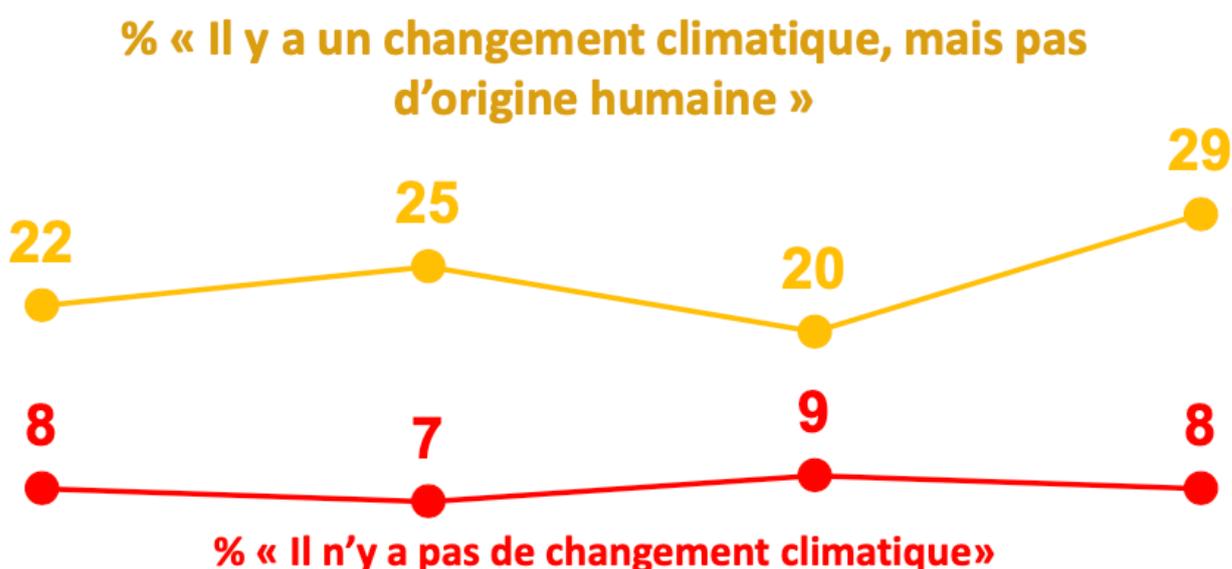
Source : ObsCOP 2022, Ipsos, EDF.

Pourtant, contrairement à ce qu'on peut observer aux États-Unis, via Fox News notamment, la France ne dispose pas d'un **grand parti** ou d'une importante **chaîne de télévision** niant la réalité du changement climatique ou mettant explicitement en cause son origine anthropique. Si **un ancien ministre de l'Éducation** et quelques **lobbies industriels** ont pendant longtemps réussi à **instiller le doute** dans l'esprit du public, plus aucune **figure climato-sceptique** majeure ne s'est depuis imposée dans nos médias généralistes, et cela fait des années que même les industries les plus polluantes rivalisent d'annonces pour souligner leur souci de la préservation de l'environnement – et reconnaître ainsi implicitement leur responsabilité dans sa dégradation.

| | | Évolution vs 2021 | Évolution vs 2020 | Évolution vs 2019 |
|---------------------------------|-------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <i>Base : Tous</i> | <i>1000</i> | | | |
| Non climato-sceptiques | 63% | - 8 | -5 | -7 |
| Total climato-sceptiques | 37% | +8 | +5 | +7 |
| Négationnistes | 8% | -1 | +1 | = |
| Révisionnistes | 29% | +9 | +4 | +7 |

Source : ObsCOP 2022, tirs croisés, Ipsos, EDF.

Si la croyance en une origine naturelle du changement climatique semble à première vue moins outrancière que la position consistant à nier en bloc sa réalité même, elle est dans les faits tout aussi néfaste pour l'avenir de la planète : en niant aussi bien le problème que notre capacité collective à le résoudre, l'une comme l'autre permettent de se réfugier dans le confort décevant et dangereux du fatalisme et de l'inaction. Face à la crise climatique, ces deux positions en arrivent au même constat : il n'y a rien à faire.



Source : ObsCOP 2022, Ipsos, EDF.

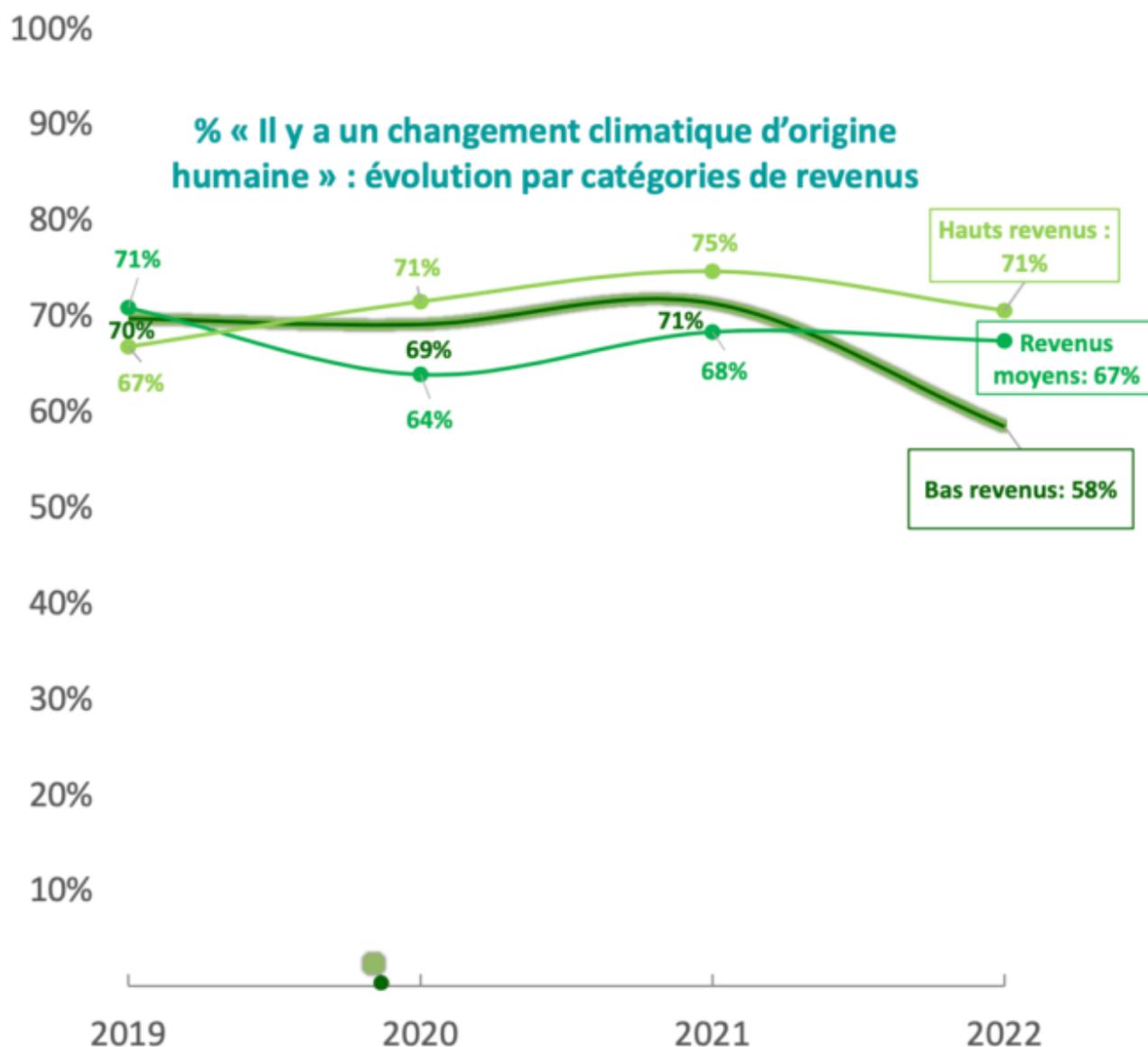
En rassemblant derrière elles 37% des Français, ces postures traduisent une inquiétante défiance : d'une façon ou d'une autre, plus d'un tiers des Français rejettent la parole et l'expertise des autorités scientifiques.

À l'heure où la transition énergétique et les décisions difficiles qui l'accompagnent exigent de la population une compréhension des enjeux, une acceptation des efforts requis et une adhésion aux grandes orientations prises par les pouvoirs publics, il est important pour notre capacité d'action collective de comprendre l'origine et les ressorts de cette apparente rupture entre le consensus scientifique et une minorité grandissante de nos concitoyens.

Où sont les climatosceptiques ?

Plutôt parmi les classes populaires

Ceux chez qui le scepticisme a le plus augmenté ces dernières années sont les catégories populaires : si on leur demande si « il y a un changement climatique d'origine humaine », les « bas revenus » passent de plus de 70% de réponse positive en 2019 (année du mouvement des « gilets jaunes ») à 58% en 2022. Cette trajectoire est d'autant plus notable que, à l'inverse, les « hauts revenus » vont dans le bon sens (+4 points), et les revenus moyens sont stables.



Source : ObsCOP 2022, Ipsos, EDF.

L'analyse des chiffres en fonction du type d'emploi occupé confirme cette tendance : alors que les cadres sont 26% à remettre en cause le consensus scientifique sur le dérèglement climatique, la

proportion est à 43% chez les ouvriers.

| | | Occupation | | | | | |
|---------------------------------|------|--|---|---|---------------------------------|-------------|--------------------|
| | | Cadres et professions libérales, Cols blancs | Techniciens, employés de bureau, travailleurs des services, travailleurs des services | Ouvriers, professions élémentaires, forces armées, cols bleus | Inactifs, Chômeurs, Sans emploi | Travaillant | Ne travaillant pas |
| <i>Base : Tous</i> | 1000 | 128 | 243 | 155 | 474 | 526 | 474 |
| Non climato-sceptiques | 63% | 74% | 63% | 57% | 62% | 64% | 62% |
| Total climato-sceptiques | 37% | 26% | 37% | 43% | 38% | 36% | 38% |
| Négationnistes | 8% | 7% | 7% | 11% | 8% | 8% | 8% |
| Révisionnistes | 29% | 19% | 30% | 32% | 30% | 28% | 30% |

Source : ObsCOP 2022, tirs croisés, Ipsos, EDF.

C'est une mauvaise nouvelle : qu'il s'agisse de rénovation thermique, de renouvellement du parc automobile ou de la hausse des coûts entraînés par la relocalisation et la décarbonation des productions des biens de consommation, les « bas salaires » seront les premiers impactés par les efforts financiers qui accompagneront la transition énergétique. Cette dernière ne pourra s'accomplir sans qu'ils y consentent, et l'évolution observée ici est inquiétante : qui accepterait des sacrifices qu'il juge inutiles ?

Plutôt parmi les jeunes

Incarnée par la figure de Greta Thunberg et mobilisée dans les « grèves étudiantes pour le climat », la jeune génération serait plus sensible, plus formée, voire plus angoissée que les autres à propos du changement climatique. En laissant entrevoir l'émergence d'une classe d'âge consciente des enjeux environnementaux et prête à adopter des modes de vie plus soutenables, ce « grand verdissement » générationnel apparaît comme une source d'espoir pour l'avenir.

Les chiffres de l'ObsCOP relativisent cette appréciation. Loin du discours médiatique et militant ambiant, les plus jeunes sont en réalité la classe d'âge la plus touchée par une forme de négationnisme climatique : les 16-24 ans sont 42% à tomber dans la catégorie des climato-sceptiques, un chiffre qui ne fait que baisser jusqu'à 44 ans avant de remonter à un niveau quasi similaire (40%) au-delà de 55 ans.

Comme l'ont déjà mis en lumière de nombreux articles de recherche s'intéressant aux liens entre l'identité de genre et la perception du changement climatique, ce phénomène touche plus les hommes (40%) que les femmes (34%).

| | | 16-24 ans | 25-34 ans | 35-44 ans | 45-54 ans | +55 ans |
|---------------------------------|-----|-------------|------------|------------|------------|------------|
| <i>Base : Tous</i> | | <i>1000</i> | <i>102</i> | <i>157</i> | <i>168</i> | <i>397</i> |
| Non climato-sceptiques | 63% | 58% | 65% | 69% | 65% | 60% |
| Total climato-sceptiques | 37% | 42% | 35% | 31% | 35% | 40% |
| Négationnistes | 8% | 10% | 4% | 12% | 7% | 8% |
| Révisionnistes | 29% | 32% | 31% | 19% | 28% | 32% |

Source : ObsCOP 2022, tirs croisés, Ipsos, EDF.

Plutôt parmi les électeurs de droite et d'extrême droite

Au-delà de ces variables socio-économiques, l'adhésion au climato-scepticisme dépend également de facteurs politiques et partisans. C'est ce que montre l'ObsCOP en filtrant les résultats en fonction du vote des sondés lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022 : c'est chez les électeurs de Nicolas Dupont-Aignan (64%), d'Éric Zemmour (58%) et de Jean Lassalle (45%) qu'on trouve la plus forte proportion de sceptiques. Une forte proportion de sceptiques se trouvent parmi les abstentionnistes (48%), ainsi que chez les électeurs de Valérie Pécresse (41%) et chez ceux de Marine Le Pen (40%).

| | | Vote au premier tour de l'élection présidentielle 2022 | | | | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------|--|--|------------|-----------|------------|------------|-----------|------------|------------|------------|---------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | | Poutou | Artaud | Mélenchon | Roussel | Jadot | Hidalgo | Macron | Pécresse | Lassalle | Dupont Aignan | Le Pen | Zemmour | B&N | Abstention | |
| <i>Base : Tous</i> | | 1000 | 9 | 4 | 118 | 19 | 33 | 9 | 178 | 33 | 11 | 14 | 175 | 42 | 74 | 281 |
| Non climato-sceptiques | | 63% | 88% | 100% | 77% | 81% | 91% | 56% | 76% | 59% | 55% | 36% | 60% | 48% | 55% | 52% |
| Total climato-sceptiques | | 37% | 12% | 0% | 23% | 19% | 9% | 44% | 24% | 41% | 45% | 64% | 40% | 58% | 45% | 48% |
| Négationnistes | | 8% | 0% | 0% | 2% | 0% | 0% | 10% | 3% | 11% | 27% | 7% | 11% | 19% | 10% | 11% |
| Révisionnistes | | 29% | 12% | 0% | 21% | 19% | 9% | 34% | 21% | 30% | 18% | 57% | 29% | 39% | 35% | 37% |

Source : ObsCOP 2022, tirs croisés, Ipsos, EDF.

A contrario, les électeurs de gauche et ceux d'Emmanuel Macron sont moins concernés par ce phénomène. De manière générale, plus un électeur se déclare proche de la droite, plus il aura tendance à se situer dans le camp des climato-sceptiques : sur une échelle allant de 0 à 10 au sein de laquelle 0 désigne la gauche et 10 incarne la droite, les électeurs se situant entre 0 et 2 ne sont que 23% à être catégorisés comme des climato-sceptiques, tandis que ceux se classant entre 8 et 10 sont 43%. Il existe une forte corrélation entre le fait de voter à droite ou à l'extrême droite, et la propension à ne pas accepter les conclusions climatiques des scientifiques.

| | | Sur une échelle de 0 à 10, 0 étant à gauche et 10 étant à droite, où vous situez-vous ? | | | | | | |
|---------------------------------|--|---|------------|------------|------------|------------|-------------|--------------|
| | | 0 à 2 | 3 à 4 | 5 | 6 à 7 | 8 à 10 | Total à à 4 | Total 6 à 10 |
| <i>Base : Tous</i> | | 1000 | 123 | 118 | 221 | 189 | 203 | 392 |
| Non climato-sceptiques | | 63% | 77% | 70% | 66% | 61% | 74% | 59% |
| Total climato-sceptiques | | 37% | 23% | 30% | 34% | 39% | 43% | 41% |
| Négationnistes | | 8% | 3% | 9% | 7% | 6% | 5% | 7% |
| Révisionnistes | | 29% | 20% | 21% | 27% | 33% | 21% | 34% |

Source : ObsCOP 2022, tirs croisés, Ipsos, EDF.

Plutôt parmi ceux qui sont pour l'instant encore à l'abri du changement

climatique

Les chiffres de l'ObsCOP le montrent : le positionnement des Français par rapport au consensus scientifique sur le climat est donc affaire de profil socio-économique et d'affiliation partisane. Mais, au-delà de ces critères sociologiques et politiques, les résultats de l'enquête laissent apparaître qu'il dépend également de l'expérience personnelle vécue par chacun.

On note ainsi que si 80% des climato-convaincus ont déjà constaté les effets du changement climatique dans leur région, ce chiffre baisse à 60% des climato-sceptiques.

Dans le détail, les climato-sceptiques sont globalement deux fois plus nombreux que les climato-convaincus à déclarer ne pas avoir subi les conséquences d'un désordre climatique au cours des dernières années, qu'il s'agisse d'une canicule (66% contre 35%), d'une sécheresse (52% contre 27%), d'une inondation (18% contre 9%) ou de l'assèchement d'un cours d'eau ou d'un lac (44% contre 19%).

Perception des évènements climatiques selon l'opinion sur le changement climatique *Le cas de la France*

| | Climato-convaincus | Climato-sceptiques |
|--|--------------------|--------------------|
| A déjà constaté les effets du changement climatique dans sa région | | |
| Oui | 80 | 60 |
| Non | 17 | 31 |
| Vous ne savez pas | 3 | 9 |
| A subi ces dernières années les conséquences de désordres climatiques parmi la liste suivante : | | |
| Tempêtes, vents forts, cyclones, etc. | 22 | 12 |
| Fortes chaleurs, hausse des températures, canicules | 66 | 35 |
| Inondations, montée des eaux | 18 | 9 |
| Assèchement de cours d'eau, de lacs, etc. | 44 | 19 |
| Dérèglement des saisons | 41 | 16 |
| Sécheresses | 52 | 27 |

Source : ObsCOP 2022, Ipsos, EDF.

Sur le climat, beaucoup de Français se cramponnent donc encore manifestement à l'idée qu'ils ne croient que ce qu'ils voient – un déni qui, avec la multiplication des événements climatiques extrêmes, est appelé à ne plus pouvoir tenir très longtemps sous cette forme-là.

Plutôt parmi les moins diplômés

Le défi climatique étant une matière technique mobilisant un grand nombre de savoirs et de disciplines, il est souvent difficile à appréhender sans solide bagage scientifique. On peut donc légitimement se demander si **le niveau d'éducation** et la nature des études suivies ont également **un impact sur la connaissance** et **l'acceptation du consensus scientifique** autour de l'origine anthropique du réchauffement climatique.

L'examen des chiffres de l'ObsCOP laisse apparaître que c'est le cas : si 30% de ceux ayant un haut niveau d'études se situent dans la catégorie des climato-sceptiques, ce chiffre grimpe à 43% chez ceux ayant un niveau d'études moyen, et atteint même une courte majorité (51%) chez les sondés ayant un faible niveau d'études.

| | | Niveau d'éducation | | |
|---------------------------------|-------------|--------------------|------------|------------|
| | | Bas | Moyen | Haut |
| <i>Base : Tous</i> | <i>1000</i> | <i>65</i> | <i>440</i> | <i>495</i> |
| Non climato-sceptiques | 63% | 49% | 57% | 70% |
| Total climato-sceptiques | 37% | 51% | 43% | 30% |
| Négationnistes | 8% | 8% | 10% | 6% |
| Révisionnistes | 29% | 43% | 33% | 24% |

Source : ObsCOP 2022, tirs croisés, Ipsos, EDF.

L'éducation serait-elle donc la meilleure arme pour lutter contre le climatoscepticisme ? Si les chiffres de l'ObsCOP le laissent entendre, **un travail de recherche** paru en 2020 dans la revue *Nature Climate Change* laisse entrevoir une réalité plus complexe : selon les conclusions de ses auteurs, « les effets de l'éducation sur les croyances des gens en matière de changement climatique varient en fonction de l'idéologie politique : pour ceux qui se situent à gauche, l'éducation est liée à des croyances favorables au changement climatique, alors que pour ceux qui se situent à droite, ces effets sont faibles ou négatifs. (...) L'idéologie de droite atténue (mais n'inverse pas) les effets positifs de l'éducation. »

Pour le dire plus simplement, le climatoscepticisme n'est pas une affaire d'ignorance : même parmi les catégories les plus éduquées de la population, l'idéologie est un facteur suffisamment puissant

pour prendre le pas sur la connaissance.

Plutôt parmi les élus de droite

Logiquement, le scepticisme climatique ne concerne pas que la population française : il touche aussi **ses élus**.

Il faut ici s'écarter des chiffres de l'ObsCOP. **Des travaux de recherche menés par l'Agence de la transition écologique (Ademe)** ont permis de mettre en évidence, parmi les **parlementaires français**, la persistance d'une forme de climatoscepticisme. Certes, des progrès ont été réalisés depuis vingt ans : si les parlementaires étaient seulement 21% à reconnaître en 2003 que « les désordres du climat (tels que les tempêtes ou les inondations en France) sont causés par l'effet de serre », et étaient encore 60% à penser que « personne ne peut dire avec certitude les vraies raisons du désordre du climat », les chiffres de 2020 montrent que 79% des députés et sénateurs reconnaissent désormais que le dérèglement climatique de la planète est causé par les activités humaines.

Tableau 7 : La plupart des scientifiques affirment que le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines, mais certains scientifiques affirment au contraire qu'il s'agit uniquement d'un phénomène naturel qui a toujours existé. Vous-même qu'en pensez-vous ?

| | Parlementaires | Public |
|---|----------------|--------|
| Le réchauffement de la planète est causé par les activités humaines | 79 | 80 |
| Il s'agit uniquement d'un phénomène naturel qui a toujours existé | 21 | 20 |

Source : Ademe, *Les représentations sociales du changement climatique, 21^e vague, juillet 2020*.

Sur-échantillon de parlementaires.

Pourtant, le consensus scientifique ne se traduit pas encore parfaitement par un consensus politique : 20% des parlementaires jugent que « les scientifiques qui étudient les évolutions du climat exagèrent les risques du changement climatique », 15% estiment encore aujourd'hui que l'on ne connaît pas « les vraies raisons » du réchauffement climatique, et 8% lui attribuent encore une cause naturelle.

Tableau 4: On entend parfois des critiques contre les scientifiques qui étudient les évolutions du climat, disant qu'ils exagèrent les risques du changement climatique. D'autres disent au contraire que les scientifiques évaluent correctement les risques. Quelle est votre opinion à ce propos ?

| | Parlementaires | Public |
|--|----------------|--------|
| Les scientifiques qui étudient les évolutions du climat exagèrent les risques du changement climatique | 20 | 29 |
| Les scientifiques qui étudient les évolutions du climat évaluent correctement les risques du changement climatique | 80 | 71 |

Source : Ademe, *Les représentations sociales du changement climatique, 21^e vague, juillet 2020*.
Sur-échantillon de parlementaires.

Il faut ici noter que l'acceptation du consensus scientifique sur l'origine anthropique du réchauffement climatique demeure très inégalement répartie selon les affiliations partisanes des élus.

Comme on peut l'observer parmi les électeurs, **les élus de droite** sont **nettement plus climatosceptiques** que le reste de leurs collègues : 44% d'entre eux affirment que « **les scientifiques exagèrent les risques du changement climatique** », contre 5% à gauche et 1% dans la majorité présidentielle.

| Groupe politique (V= 0,49 P=0.001) | Convaincus | Sceptiques | Hésitants | Total |
|------------------------------------|------------|------------|-----------|-------|
| Gauche | 92 | | 8 | 100 |
| Majorité présidentielle | 84 | | 16 | 100 |
| Droite | 28 | 13 | 60 | 100 |
| Ensemble | 64 | 6 | 30 | 100 |

Source : Ademe, *Les représentations sociales du changement climatique, 21^e vague, juillet 2020*.
Sur-échantillon de parlementaires.

De même, plus on va vers la droite, plus on voit s'effondrer la part des élus qui se disent « convaincus » que le réchauffement climatique est une certitude pour la plupart des scientifiques, que ceux qui étudient les évolutions du climat évaluent correctement les risques de réchauffement climatique, qu'il est d'origine anthropique, et que les désordres du climat sont causés par l'effet de serre : si 92% des élus de gauche et 84% des élus de la majorité présidentielle se disent convaincus par ces faits établis, ils sont 28% parmi les élus de droite.

D'où vient cette vague de fond climatosceptique ?

Comment expliquer cette prévalence du climatoscepticisme chez une part non négligeable des Français et de leurs représentants ?

Il faut commencer par prendre un peu de recul historique sur la question : avant la lente émergence de la question environnementale **dans l'arène politique** et **diplomatique** à partir des années 1990, la quasi-totalité de l'opinion publique mondiale ignorait l'imminence du changement climatique, et refusait catégoriquement d'admettre son corollaire : la nécessité de se défaire du système économique qui avait permis à l'humanité de connaître un niveau de confort qui, si on sait désormais qu'il était temporaire, n'en était pas moins sans précédent. En France comme ailleurs, on part donc de très loin.

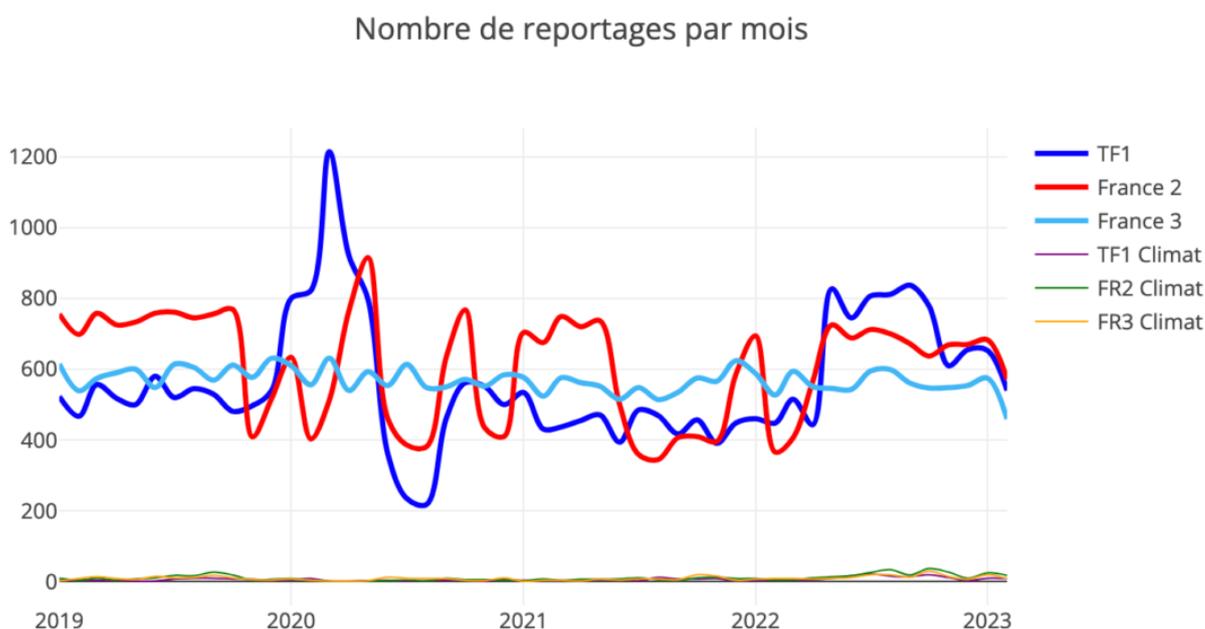
Une trop longue négligence médiatique

Le chemin vers la prise de conscience collective des Français aurait cependant pu et dû être plus court, et un certain nombre d'acteurs en portent une part de responsabilité. Par exemple, **les lobbies industriels** qui, **à l'instar de Total**, ont travaillé pendant des décennies, et en connaissance de cause, à décrédibiliser auprès des décideurs et du grand public les alertes de la communauté scientifique sur la catastrophe à venir. Les médias qui, pendant de longues années, **ont ouvert leurs plateaux et leurs colonnes** aux théories climatosceptiques de Claude Allègre. Parmi des dizaines d'exemples, il **expliquait** en 1997 qu'« après l'hiver sévère que l'on vient de subir, tout un chacun peut légitimement s'interroger sur la réalité du réchauffement de la planète », et il professait brillamment dans **L'Express** en 2002 que « la situation écologique du globe ne cesse de s'améliorer ». Face à ce phénomène, les scientifiques et les institutions ont trop longtemps rechigné à se former à la communication et à descendre dans l'arène médiatique pour y proposer un contre-discours appuyé par les faits.

Pourtant, face à des émissions de télévision pratiquant une objectivité biaisée consistant à mettre sur un pied d'égalité quelques hurluberlus et plusieurs milliers de scientifiques, avaient-ils réellement les moyens de se battre ?

Le traitement télévisuel du sujet climatique pose également problème, oscillant pendant de longues années entre l'inconséquence des **reportages enthousiastes** sur la possibilité de profiter de la plage en hiver et la négligence pure et simple pour un sujet qui, à la fois technique, culpabilisateur et anxiogène, incarne le cauchemar de tout rédacteur en chef soucieux de ses chiffres d'audiences. Une réticence qui, **malgré des initiatives au sein des médias publics**, perdure

encore aujourd'hui au sein des principaux journaux télévisés : d'après **Climat Médias**, les 13 millions de personnes qui regardent quotidiennement **les JT de 20H de TF1, France 2, et France 3** ne sont exposés chaque mois qu'à 3% de reportages mentionnant les changements climatiques en cours.



Source: *Observatoire des JT sur les changements climatiques, Climat Médias.*

S'il n'excuse rien, ce désintérêt pour les sujets climatiques n'a longtemps pas concerné que les seules chaînes de télévision. Une **étude** réalisée en 2019 montrait ainsi que, sur un mois, la question climatique n'avait été abordée que dans 1,3% des sujets du journal de 8h de France Inter, dans 0,9% de celui de RTL, et dans 0% de celui de RMC. De même, sur l'ensemble de l'année 2019, les dix journaux les plus diffusés de la presse quotidienne nationale (PQN) n'avaient proposé à leurs lecteurs que 3,8% d'articles traitant du climat, tandis que les 50 titres les plus lus de la presse quotidienne régionale (PQR) se contentaient d'une offre encore plus pauvre : la thématique climatique n'était présente que dans 0,68% des articles. Si ces résultats apparaissent désespérants, il faut, là encore, se souvenir d'où l'on part sur ce sujet : en 2010, ces chiffres étaient encore de 0,57% pour les articles de la PQN, et de 0,17% pour ceux de la PQR.

Le climat dans la presse écrite : poids et évolution sur 10 ans

Part des articles évoquant le terme « climatique » (changement, réchauffement) dans le total des articles publiés, par année, de 2010 à 2019. Sur les 10 titres de PQN et les 50 titres de PQR les plus diffusés en France. Source : corpus Factiva



45



Source : *Comment les médias traitent-ils du changement climatique ? Médias Climat, par Reporters d'Espoirs, 7 juillet 2020.*

Si des efforts restent évidemment à faire, la tendance est à une progressive prise de conscience médiatique de l'urgence climatique. C'est également ce que confirme [une étude de la Fondation Descartes](#) s'intéressant à l'intérêt porté par les médias français aux sorties des rapports du GIEC entre 2018 et 2021 : si le rapport de 2018 a été mentionné dans 712 articles dans la semaine suivant sa publication, celui de 2021 a quant à lui, sur le même laps de temps, engendré 1236 articles dans la presse française. On notera ici un détail pertinent pour le sujet qui nous intéresse : l'étude de la Fondation Descartes relève que pour 100 articles mentionnant le GIEC en 2018, 13,22 d'entre eux avaient été publiés sur des sites relevant de la désinformation. En 2021, ce chiffre était passé à 10,90.

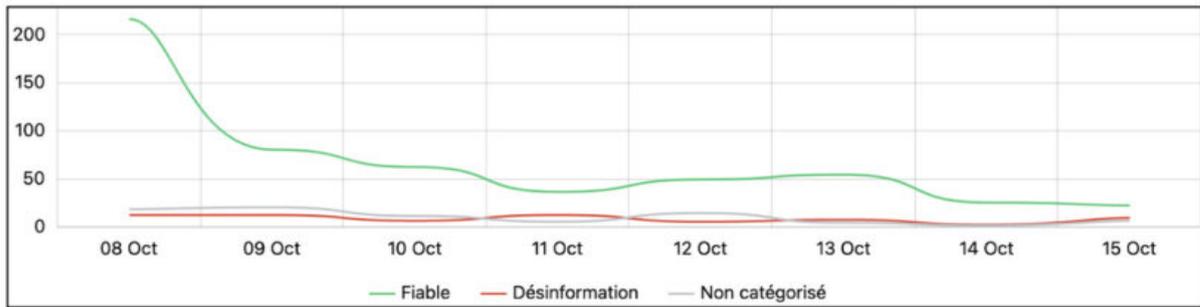


Figure 2 – Nombre d’articles (axe vertical) mentionnant le GIEC publiés quotidiennement en France du 08.10.2018 au 15.10.2018

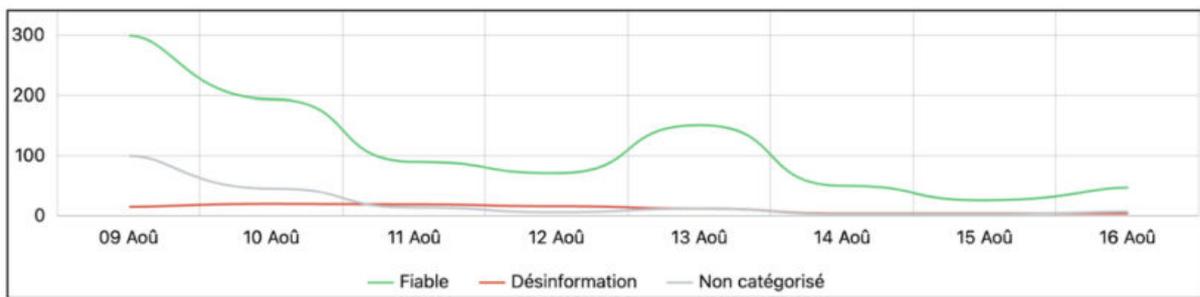
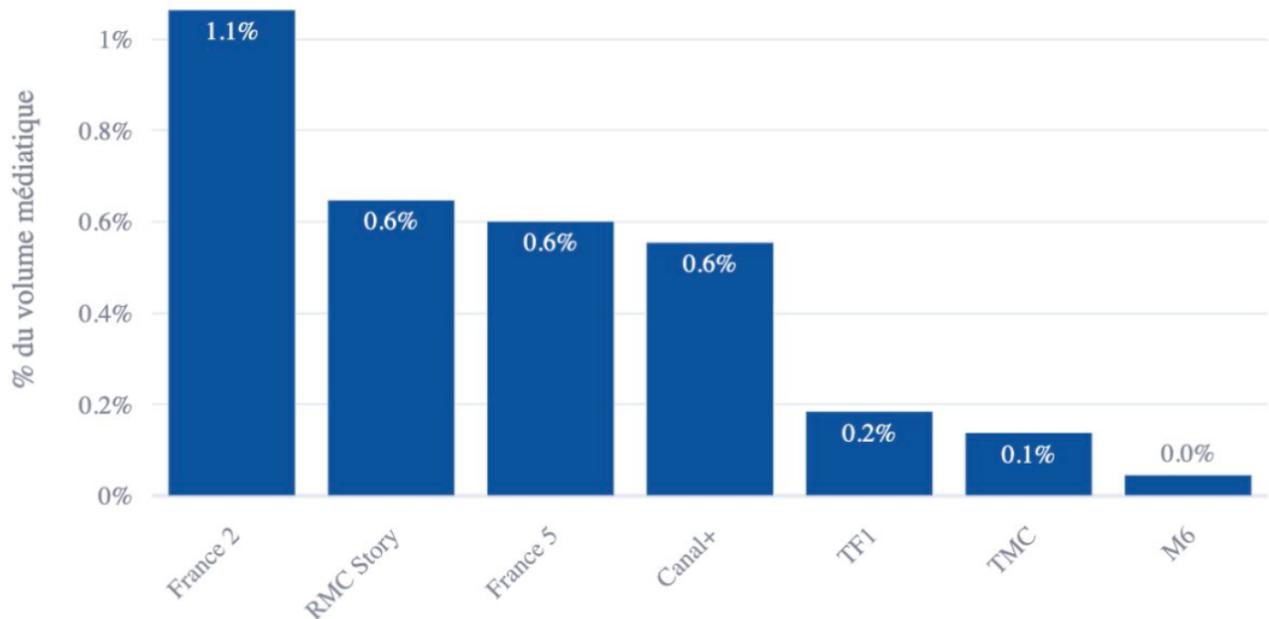


Figure 3 – Nombre d’articles (axe vertical) mentionnant le GIEC publiés quotidiennement en France du 09.08.2021 au 16.08.2021

Source : *Rapport du GIEC 2021 : une couverture médiatique minimale. Analyse de la couverture médiatique des rapports du GIEC 2018 et 2021 et de l’intérêt que leur manifestent les Français, Fondation Descartes, septembre 2021.*

Si elle permet de constater une amélioration dans la médiatisation des rapports du GIEC, l’étude déplore toutefois des problèmes persistants dans la hiérarchisation de l’information : annoncé le même jour, le transfert de Lionel Messi au Paris Saint-Germain a ainsi généré plus de **cinq fois plus d’articles** que la publication du premier rapport du groupe de travail 2 du GIEC. S’intéressant aux chaînes d’information en continu, le site **Arrêt sur Images** avait à l’époque constaté le même phénomène : sur 36 heures de retransmission analysées, moins d’une heure avait été consacrée par BFM TV et CNews à l’actualité climatique. De même, d’après la Fondation Descartes, le JT de 20h de TF1, le plus regardé de France, n’avait diffusé cette semaine-là que « deux reportages en lien avec le dernier rapport du GIEC ». On a encore une fois récemment constaté **le même phénomène** lors de la sortie du rapport de synthèse du GIEC : lors de la semaine suivant sa sortie à la mi-mars 2023, celui-ci n’a occupé que 0,6% du temps d’antenne télévisée.

Classement TV - Chaînes généralistes



Source : Classement de la couverture de la sortie du rapport de synthèse du GIEC par les chaînes TV généralistes, Quota Climat, Data For Good, Mediatree.

S'il ne peut être tenu responsable de l'émergence d'un courant climatosceptique en France, on peut *a minima* supposer que ce traitement homéopathique de la question climatique de la part des médias n'aide pas à le faire reculer.

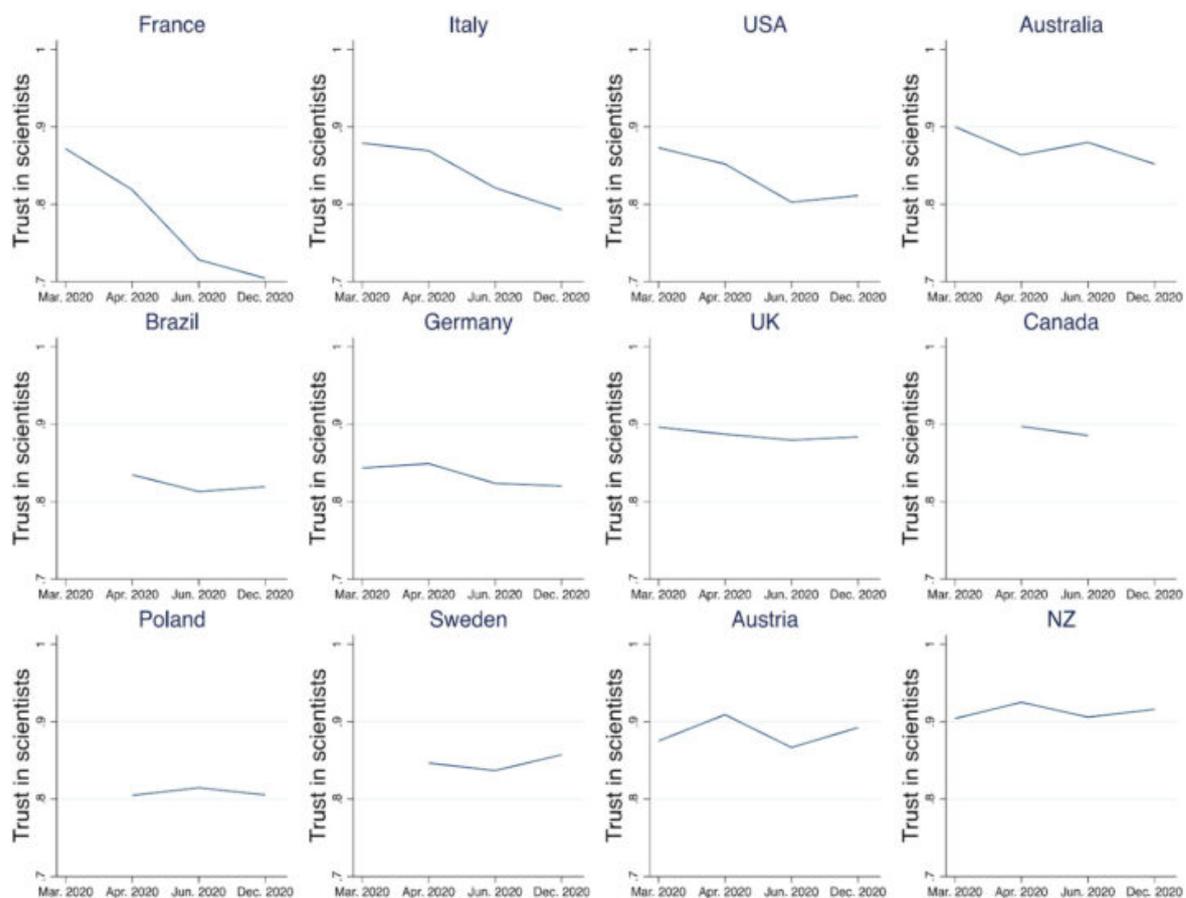
Une vague anti-sciences qui vient de loin

La timidité médiatique persistante sur le sujet est d'autant plus dommageable que la France connaît un mouvement de remise en cause de la science au sens large. Plongée dans l'incertitude par l'émergence d'un virus inconnu, projetée sur les plateaux télé sans y avoir été préparés, instrumentalisée par les autorités politiques, **déloyalement concurrencée** auprès de l'opinion publique par les discours et les pratiques charlatanesques de Didier Raoult, prise au piège de la binarité imposée par les médias et contrainte de quitter le confort des colloques professionnels et des publications universitaires pour tenter d'élaborer en direct et en public des hypothèses sanitaires souvent hasardeuses, la communauté des scientifiques français est collectivement sortie considérablement abîmée de la crise liée à la pandémie de coronavirus.

D'après **une étude** menée dans douze pays occidentaux par Yann Algan, Daniel Cohen, Eva Davoine, Martial Foucault et Stefanie Stantcheva, la France est ainsi le pays dans lequel la confiance dans

les scientifiques a le plus reculé pendant la première année de la crise sanitaire : « en France, la confiance dans les scientifiques est passée de 87% en mars 2020 à 70% en décembre 2020 ». De même, les données collectées par les auteurs laissent apparaître que, parmi les Français, « une part importante et croissante des citoyens pense que les scientifiques sont susceptibles de cacher des informations ».

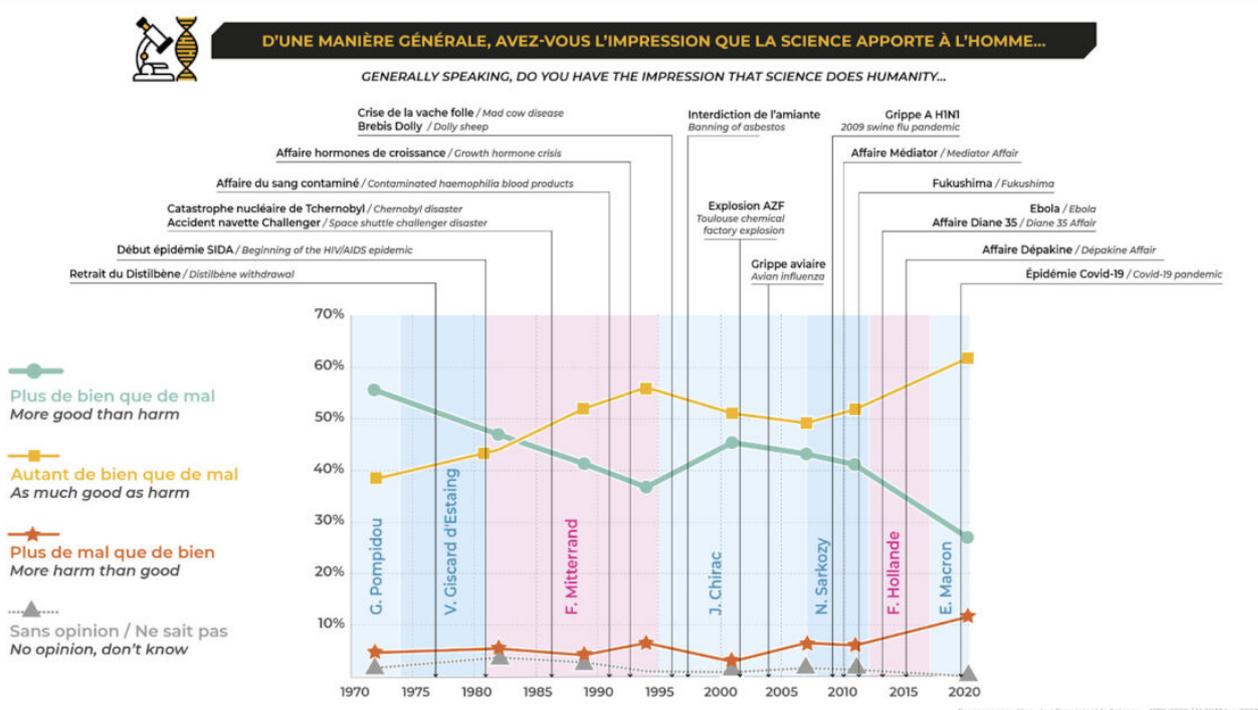
Trust in scientists, in government and in others across countries and over time



Source : *Trust in scientists in times of pandemic: Panel evidence from 12 countries*, Yann Algan, Daniel Cohen, Eva Davoine and Stefanie Stantcheva, *Proceedings of the National Academy of Sciences*.

Cette crise de confiance entre une partie des Français et les autorités scientifiques est d'autant plus inquiétante que la pandémie ne marque pas ici une simple rupture dans un paysage jusque-là idyllique, mais au contraire une accélération d'un phénomène de défiance déjà ancien. C'est ce que montre l'édition 2021 du sondage national « Les Français et la science ». Codirigée par Michel Dubois, Martin Bauer et Pauline Hervois pour le compte de l'université de Lorraine, de la London School of Economics and Political Science et du Groupe d'étude des méthodes de l'analyse

sociologique de la Sorbonne, cette enquête fait apparaître la défiance croissante des Français à l'égard de la science comme une tendance historique lourde : alors qu'en 1972 une majorité (56%) de Français avaient « l'impression que la science apporte à l'homme plus de bien que de mal », ils ne sont plus que 27% à partager cet avis en 2020. Désormais, **et c'est un record mondial**, plus de six Français sur dix (62%) affirment que la science apporte « autant de bien que de mal ». De même, la part des Français qui considèrent même que la science « apporte à l'homme plus de mal que de bien » a plus que doublé en cinquante ans, passant de 5% à 12%. Au total, ce sont donc 74% des Français qui entretiennent un rapport ambivalent ou négatif à l'égard de la science.



Source : *Les Français et la science, 2021. Représentations sociales de la science 1972-2020*, Martin W. Bauer, Michel Dubois, Pauline Hervois.

Tout ceci n'est évidemment pas sans conséquence sur le rapport des Français aux alertes des scientifiques sur le dérèglement climatique. Avec cette faille apparue au cours des années 1980 et encore élargie depuis la pandémie de coronavirus, le discours climatosceptique a trouvé un espace et une occasion pour remettre en question l'autorité des scientifiques, la justesse de leurs conclusions et la légitimité de leurs recommandations.

Les réseaux sociaux : danger démocratique, menace climatique

Le contexte français est d'autant plus porteur pour le climatoscepticisme que le paysage médiatique y connaît depuis plusieurs années un profond bouleversement. Car si on a pu voir plus

haut que les grands médias hexagonaux opéraient actuellement **une lente mue** climatique, **leurs efforts** pourraient bien être rendus inutiles par les nouvelles habitudes de consommation adoptées par le grand public, au premier rang duquel se trouvent les jeunes. Le Baromètre 2023 de la confiance des Français dans les médias **réalisé par Kantar et le journal La Croix** montre ainsi que, chez les 18-24 ans, les réseaux sociaux constituent désormais **la principale source d'information** : si 34% déclarent toujours se tourner en premier vers la presse en ligne, 39% d'entre eux reconnaissent s'informer en priorité sur les réseaux sociaux.

Certes, priorité ne veut pas dire exclusivité : la catégorie des 15-34 ans utilisent en moyenne **quatre moyens d'information différents**, et ceux qui s'informent uniquement *via* les réseaux sociaux constituent encore **une infime minorité**. De plus, **les études menées sur le sujet** montrent que ce ne sont pas les jeunes mais les seniors qui sont en réalité les plus perméables aux fausses informations circulant en ligne : sur Facebook, les plus de 65 ans partagent **sept fois plus de fake news** que les 18-29 ans.

Pour autant, la montée en puissance des réseaux sociaux comme outils d'information et comme espace de débat politique est indéniable et, dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, cette tendance à la désintermédiation de l'information et du débat public doit nous inquiéter. En effet, malgré toutes les critiques qu'on peut lui faire, la presse professionnelle demeure le pire moyen de s'informer à l'exception de tous les autres : si **les choix éditoriaux** opérés par les journalistes sont parfois discutables et contre-productifs, **des années de recherche** universitaire ont démontré que **ceux des algorithmes** des réseaux sociaux **favorisent quant à eux de façon structurelle** la diffusion des publications contenant de la désinformation. Inévitablement, cette évolution dans les habitudes médiatiques des Français constitue un terreau favorable à la propagation des discours climatosceptiques.

C'est ce qu'illustre une **récente étude du CNRS**. Mené après avoir collecté et analysé plus de 400 millions de tweets en lien avec le changement climatique depuis 2016, **le travail des chercheurs** David Chavalarias, Paul Bouchaud, Victor Chomel et Mazyar Panahi démontre que le réseau social préféré des journalistes et des responsables politiques est devenu le terrain de jeu d'une nébuleuse climatosceptique à l'activité grandissante. D'après leurs conclusions, cette dernière compte désormais pour 30% des comptes Twitter s'exprimant sur les questions climatiques. Un chiffre cohérent avec l'importance du courant climatosceptique dans le monde réel, mais qui n'est pas pour autant naturel : il apparaît ainsi qu'« une communauté de plusieurs milliers de comptes relayant des contenus dénielistes » s'active sur Twitter pour y établir « des narratifs qu'ils s'efforcent ensuite de mettre à l'agenda de manière planifiée ».

Forte d'une « dizaine de milliers de comptes actifs », cette communauté, dont l'importance relative « a considérablement augmenté » en 2022, n'est pas neutre politiquement : elle est animée par des comptes appartenant manifestement à l'extrême droite populiste, puisqu'elle comprend « une proportion non négligeable de comptes impliqués dans la sphère informationnelle de Reconquête ! » et que « la grande majorité des comptes qui la composent et relaient par ailleurs des informations politiques proviennent de la communauté qui s'était constituée autour de Florian Philippot et François Asselineau pendant la pandémie de Covid-19 ».

Les auteurs de l'étude font part de leurs doutes sur la sincérité des convictions climatosceptiques de cette communauté, manifestement essentiellement animée par des acteurs malveillants en lutte contre « le système ». Ainsi le compte le plus influent de cette communauté a-t-il fait preuve, à partir de l'été 2022, d'un « soudain emballement pour les questions climatiques, qui fait suite à une longue période de militantisme anti-vax, la transition entre ces deux périodes s'effectuant à travers une phase où il s'est fait le discret relais de la propagande pro-Kremlin qui a inondé les réseaux sociaux au début de la guerre en Ukraine ». Un constat qui s'applique à une large partie des autres membres de cette mouvance puisque l'équipe du CNRS a pu démontrer pour « plus de 1400 d'entre eux qu'ils ont participé à toutes les campagnes numériques suivantes : la crise sociale en Guadeloupe de l'été 2021, le convoi des libertés de janvier-février 2022, la polémique complotiste autour du variant Omicron (nov. 2021-janv. 2022) et plus généralement les contestations des mesures gouvernementales mises en place pour lutter contre la pandémie de Covid-19 (...); et enfin au relais de la propagande du Kremlin et à l'indignation pro-Poutine contre les mesures prises par l'Europe en réaction à l'invasion de l'Ukraine ».

Pour autant, si leur intérêt pour la question climatique est à la fois récent et opportuniste, leur influence sur les débats entourant le sujet semble réelle : les auteurs constatent ainsi qu'ils ont « la capacité de réduire l'activité et donc l'audience » des comptes Twitter s'efforçant de relayer les alertes du GIEC et que, ce faisant, ils « arrivent probablement à freiner dans une certaine mesure la dissémination des connaissances scientifiques et des conclusions du GIEC en modifiant la perception à la fois de l'urgence à agir mais aussi de la capacité à agir maintenant ».

Là encore, le contexte est favorable à la dissémination des thèses climatosceptiques puisque, après avoir racheté Twitter à l'été 2022, Elon Musk a ordonné la **quasi-disparition** de la **modération des contenus**, agissant par là sa volonté, au nom d'une prétendue liberté d'expression, de transformer l'un des plus gros réseaux sociaux du monde **en terrain de jeu idéal pour les opérations de désinformation**. Le risque qui pèse ici sur la prise de conscience environnementale est réel. Depuis plusieurs années, les réseaux sociaux posent **un danger démocratique** – ils constituent désormais une menace climatique.

Qui fait progresser le climatoscepticisme ? Un écosystème médiatique, politique et commercial

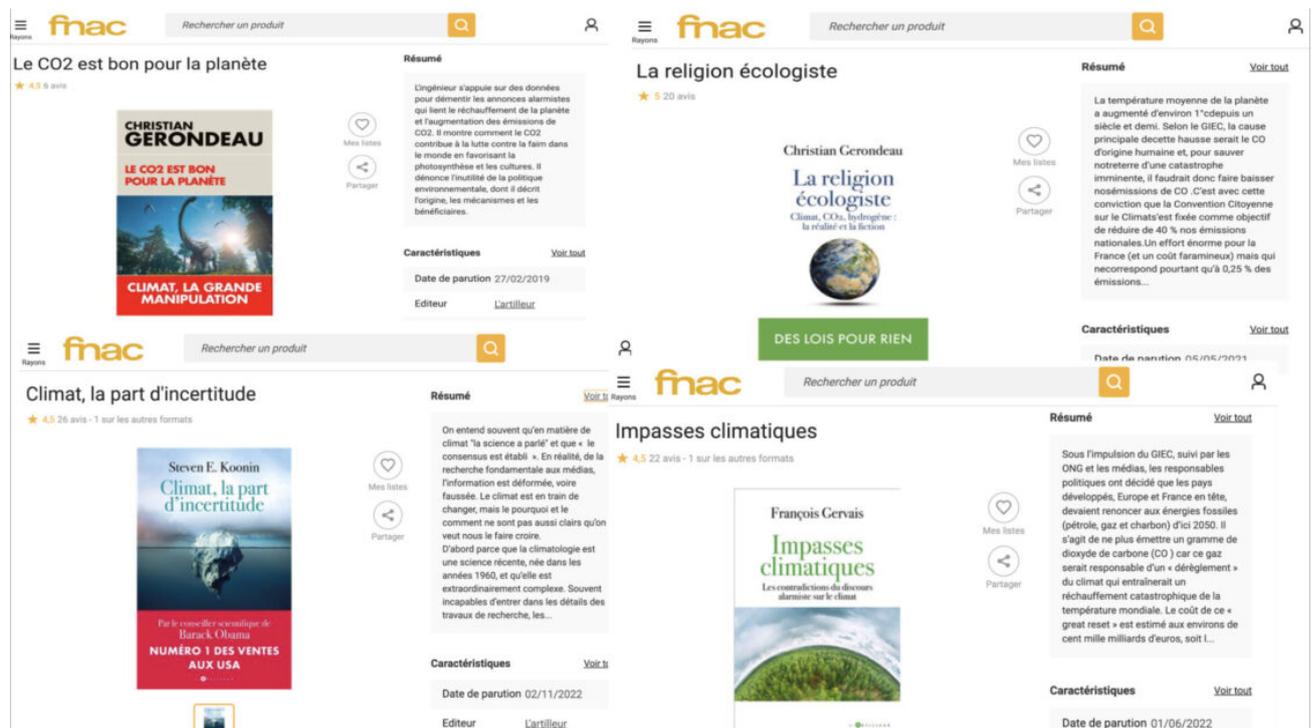
L'histoire du conspirationnisme le montre : les mouvements complotistes n'apparaissent et ne se développent pas de façon spontanée. Ils ont besoin, pour quitter les marges et prospérer, de théoriciens et de têtes d'affiche. D'éditeurs douteux, de médias complaisants et de relais intéressés. De réseaux de soutien au sein desquels se mêlent militants convaincus, agitateurs politiques cyniques et entrepreneurs intéressés. *Les Protocoles des Sages de Sion* ont pu être distribués grâce à l'argent d'**Henry Ford**. Le négationnisme est entré dans le domaine public par la voix de **Robert Faurisson**. La conspirationnisme du 11-Septembre a été propulsé par les ouvrages de **Thierry Meyssan**. Le « grand remplacement » a pris le visage de **Renaud Camus**. Le mirage de l'hydroxychloroquine s'est matérialisé dans le personnage de **Didier Raoult**. Le climatoscepticisme dispose-t-il d'une figure de proue analogue ?

À ce stade, la réponse est négative. Aucune personnalité n'a pour l'instant réussi à prendre le leadership de la communauté climatosceptique française et à en devenir le visage médiatique et politique dominant. Loin de nous rassurer, ce constat doit au contraire nous inquiéter : il signifierait qu'une large partie de la population française est en train de basculer dans le climatoscepticisme de façon autonome, sans même avoir besoin de s'agglomérer autour d'une référence intellectuelle commune ou d'un leader charismatique.

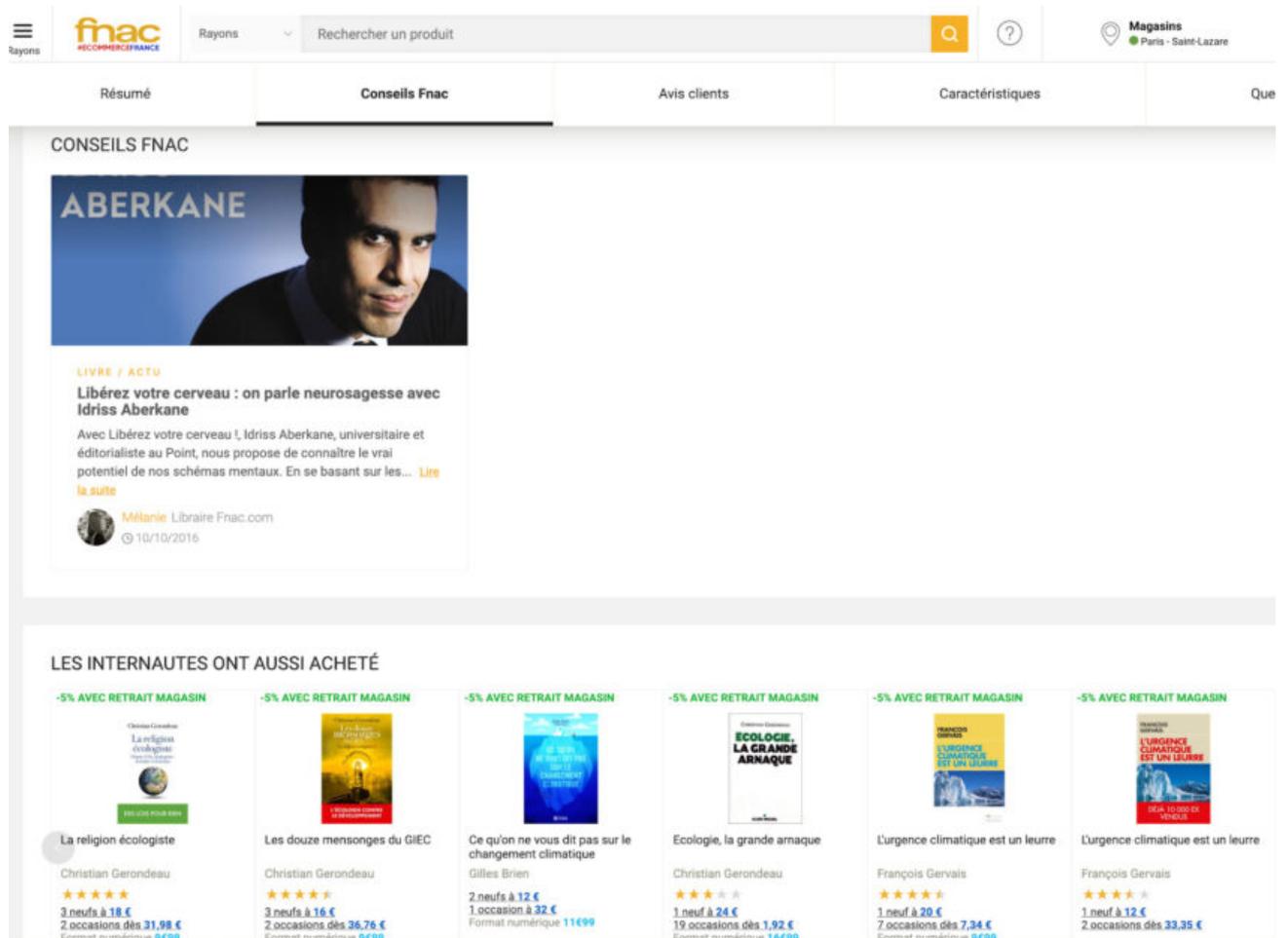
Cependant, bénéficiant d'un contexte porteur et à la faveur d'un écosystème médiatique, politique et commercial grandissant, plusieurs personnages se positionnent pour tenter d'occuper ce rôle. Si Claude Allègre n'est plus actif, plusieurs hommes au profil similaire espèrent aujourd'hui suivre ses traces. On peut ainsi citer les noms d'Henri Lepage, Christian Gerondeau, Vincent Courtillot, François Gervais ou encore Benoît Rittaud. Tous ont pour point commun de ne pas être des climatologues : Henri Lepage est un économiste, François Gervais enseignait la physique, Vincent Courtillot est spécialiste du paléomagnétisme, Benoît Rittaud est un mathématicien, et Christian Gerondeau, ingénieur de formation, a fait l'essentiel de sa carrière de haut fonctionnaire dans la sécurité routière.

Ce manque de qualifications sur le sujet climatique ne les empêche pas de connaître une activité éditoriale foisonnante : *L'Écologie et les imposteurs*, *Écologie, la grande arnaque*, *CO2 : un mythe planétaire*, *Écologie, la fin des illusions*, *Climat : j'accuse*, *Climat : la grande manipulation*, *Le CO₂ est bon pour la planète*, *L'air est pur à Paris mais personne ne le sait*, *Oui, vous pouvez acheter un Diesel !*, *La Religion écologiste*, *Les 12 mensonges du GIEC*, *La Voiture électrique et autres folies*, *L'Innocence du carbone*. *L'effet de serre remis en question*, *L'urgence climatique est un leurre...*

Ces ouvrages aux titres et aux thèses farfelus ne sont pas cantonnés aux stands des rassemblements politiques alternatifs ou aux rayons des librairies marginales : ils sont disponibles sur toutes les plateformes de ventes en ligne, et même activement recommandés sur le site de la Fnac : si un acheteur potentiel effectue la recherche « climat » parmi les livres mis en vente sur le site de la Fnac, 4 des 10 premiers ouvrages qui lui sont proposés sont des titres climatosceptiques.

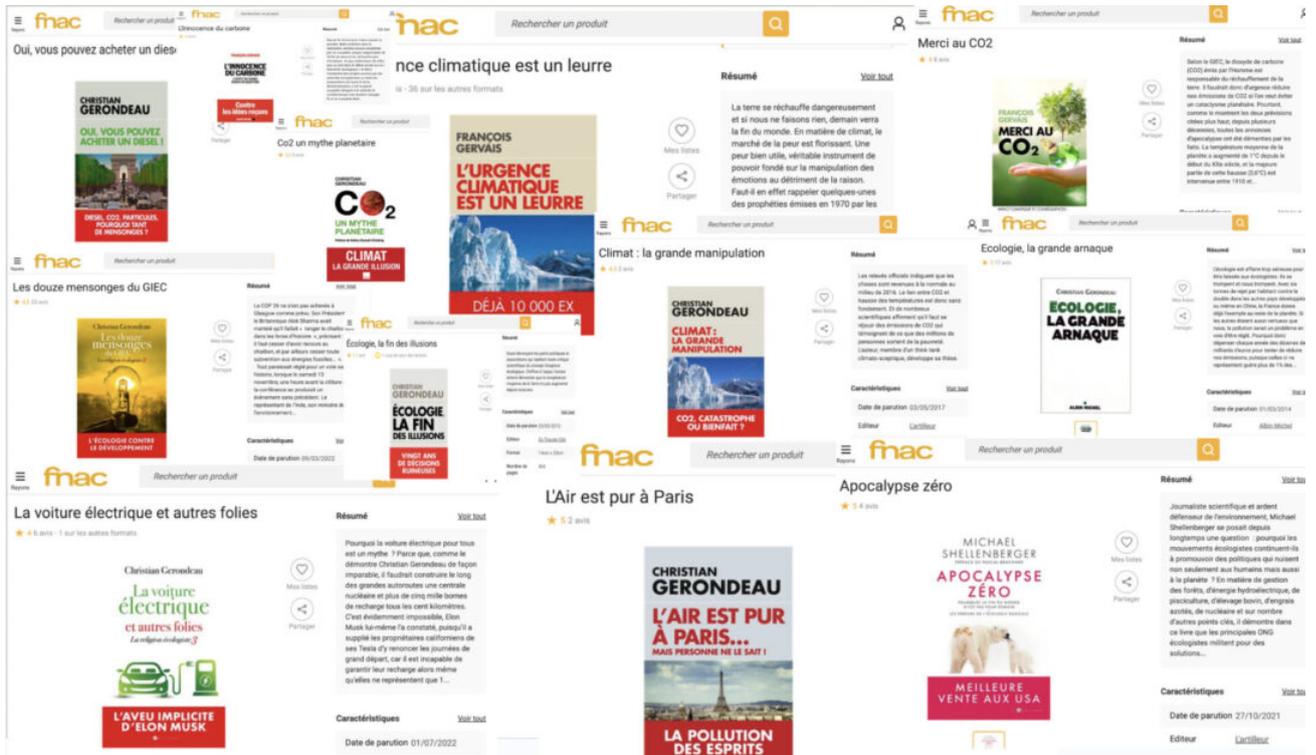


Un acheteur intéressé par le sujet climatique a donc près d'une chance sur deux de se retrouver à consulter un ouvrage climatosceptique. Si celui-ci tombe dans le piège et s'intéresse à l'un de ces livres, l'algorithme de la Fnac détecte un intérêt pour ces thèses et – après lui avoir recommandé de venir écouter le célèbre mystificateur Idriss Aberkhane parler de « neurosagesse » – se met à lui suggérer d'en acheter une dizaine d'autres du même acabit : *Les 12 mensonges du GIEC*, *Ce qu'on ne vous dit pas sur le changement climatique*, *Écologie, la grande arnaque*, *L'urgence climatique est un leurre*, etc.



The screenshot shows the Fnac website interface. At the top, there is a search bar with the text 'Rechercher un produit' and a 'Magasins' section for 'Paris - Saint-Lazare'. Below the search bar, there are navigation tabs: 'Résumé', 'Conseils Fnac', 'Avis clients', 'Caractéristiques', and 'Que'. The main content area is titled 'CONSEILS FNAC' and features a book recommendation for 'Libérez votre cerveau : on parle neurosagesse avec Idriss Aberkane'. The book is categorized as 'LIVRE / ACTU' and is described as a book by Idriss Aberkane, an university professor and editor at 'Le Point', discussing mental schemas. Below this, there is a section titled 'LES INTERNAUTES ONT AUSSI ACHETÉ' which displays a grid of six books related to climate change. Each book card includes the title, author, a star rating, and pricing information for new and used copies, as well as digital formats. The books shown are: 'La religion écologiste' by Christian Gerondeau, 'Les douze mensonges du GIEC' by Christian Gerondeau, 'Ce qu'on ne vous dit pas sur le changement climatique' by Gilles Brien, 'Ecologie, la grande arnaque' by Christian Gerondeau, 'L'urgence climatique est un leurre' by François Gervais, and 'L'urgence climatique est un leurre' by François Gervais.

99,9% des études scientifiques s'accordent sur les causes humaines du changement climatique. La Fnac n'est pas une enseigne climatosceptique. Mais, en se réfugiant derrière son statut de plateforme commerciale neutre distribuant indifféremment les ouvrages de Jean Jouzel et ceux de François Gervais, elle contribue activement à placer sur un pied d'égalité le consensus scientifique et sa négation. Ce faisant, elle aide à maintenir artificiellement en vie un faux débat entre des milliers de chercheurs et un quarteron d'amateurs. Non content d'être fallacieuse, cette confrontation n'est même pas mise en scène de façon équitable : en plaçant quatre ouvrages climatosceptiques parmi les dix livres recommandés sur le sujet climatique, la Fnac fait bénéficier à leurs auteurs d'une exposition totalement décorrélée de leur poids réel (estimé à 0,1%) au sein de la communauté scientifique. La neutralité dont se revendique ici l'enseigne française masque donc en réalité un biais climatosceptique majeur.



Ce biais n'est pas propre à la Fnac. Il est généralisé et ancien. Une étude de l'Université Brown ayant analysé trente années d'archives de presse entre 1985 et 2013 montre ainsi que les groupes climatosceptiques obtiennent plus de couverture médiatique que ceux faisant la promotion du consensus scientifique sur la question : alors que les textes publiés par les groupes climatosceptiques ne pèsent que 10% du total des communiqués sur le sujet, ils ont deux fois plus de chance que les communiqués pro-climat d'obtenir une reprise médiatique – 14% contre 7%. Une autre étude de l'Université d'Oslo, basée sur la recherche de citations émanant d'un nombre égal de climatologues et de personnalités climatosceptiques au sein de 100 000 articles de médias anglophones publiés entre 2000 et 2016, pointe le même phénomène : la visibilité des climatosceptiques a été 49% plus importante que celle des scientifiques.



Aujourd'hui un phénomène similaire est observé dans certains médias français, au sein desquels des voix absolument marginales de la communauté scientifique – pour ne pas dire extérieures à elle – bénéficient d'une exposition sans aucun rapport avec leur crédibilité et leur poids au sein de cette dernière. CNews, Europe 1, Valeurs actuelles, Sud Radio, ou encore Le Figaro Vox offrent ainsi régulièrement des tribunes aux discours climatosceptiques de personnalités qui ont été disqualifiées depuis longtemps par ceux dont ils prétendaient être les pairs.

Derrière le discours pseudo-scientifique, une offensive politique

Les raisons intimes qui poussent ces personnages à jouer contre le bien commun en se lançant dans une croisade contre le consensus climatique ne regardent qu'elles, et se répandre en tribunes pour remettre en cause la scientificité de leurs propos ou dénoncer les dégâts qu'ils causent sera sans effet, et ce pour deux raisons.

La première raison est que, comme pour tous les discours complotistes, la responsabilité de la propagation du climatoscepticisme ne repose pas sur les climatosceptiques, mais sur nous-mêmes. Qu'il s'agisse de la puissance publique qui refuse de rendre, comme les grandes entreprises de presse, les plateformes numériques légalement responsables des contenus qu'elles publient, des grandes librairies qui font la promotion active d'ouvrages nocifs pour le bien collectif ou de groupes de presse qui s'obstinent à faire artificiellement vivre un débat déjà tranché depuis des années, nous portons une responsabilité collective dans la dérive en cours. Si ces discours prospèrent, c'est parce qu'un ensemble d'institutions ferme les yeux sur ce phénomène ou, plus cyniquement,

décide d'en tirer profit. Plutôt que d'essayer de débattre et de raisonner avec des agitateurs en mal de reconnaissance, ceux qui se soucient de climat et d'environnement devraient porter leurs efforts sur la prise de conscience et la responsabilisation de ceux qui facilitent leur ascension et, ce faisant, préparent l'avènement d'un monde dans lequel personne, eux compris, n'a envie de vivre.

La seconde, est que le climatoscepticisme n'est pas – n'est plus – une question scientifique. « Experts » désavoués par ceux dont ils voudraient être les pairs, stratégie de contournement des circuits scientifiques habituels, rhétorique faisant appel à l'imaginaire complotiste, dénonciation d'une supposée omerta entourant leurs travaux, posture victimaire du combattant en lutte contre « le système » et « les élites », mise en scène d'un combat solitaire pour faire émerger une vérité qui dérange, utilisation d'un vocabulaire renvoyant à la dictature et à la résistance, présence sur les plateaux de télévision inversement proportionnelle à celle aux congrès universitaires, présence dans les médias d'opinion réactionnaires et d'extrême droite : utilisée depuis des années par tous les « anti-système » en lutte contre les lois mémorielles, l'immigration, l'avortement, l'Europe, l'euro, l'OTAN, les vaccins ou le passe sanitaire, la stratégie d'entrisme dans le débat public déployée par les climatosceptiques obéit à un processus bien rodé. Sous prétexte de controverse scientifique et de recherche désintéressée de la vérité, les promoteurs du discours climatosceptique sont en réalité, comme leurs prédécesseurs, engagés dans une offensive politique destinée à saper un à un les fondements de notre démocratie libérale en s'efforçant de délégitimer toutes ses institutions, qu'elles soient politiques, médiatiques, universitaires ou sanitaires. C'est donc sur ce terrain, politique et démocratique, qu'il faut d'abord répondre et travailler : la défense du climat passera par la défense, et la modernisation, de nos processus démocratiques et de nos institutions républicaines.

Il y a, à cet égard, urgence à agir : le mouvement climatosceptique qui se constitue parmi les Français représente une demande politique qui, en dehors **des tentatives d'un Florian Philippot**, n'a pas encore rencontré d'offre correspondante. Cela ne saurait tarder : une communauté d'électeurs potentiels aussi importante constitue une tentation à laquelle les grands partis ne résisteront pas indéfiniment.

Conclusion

La transition énergétique qui s'annonce sera difficile. Qu'ils soient économiques, financiers ou culturels, les sacrifices individuels et collectifs auxquels les Français devront faire face seront violents. Ils exigeront de la discipline, de l'abnégation, de la solidarité, mais d'abord et avant tout de l'acceptation : la transition ne pourra se faire contre les Français. À cet égard, les chiffres de

l'ObsCOP dessinent une tendance inquiétante. Si celle-ci se poursuit, plus de 4 Français sur 10 feront bientôt partie de ceux qui ne reconnaissent pas le consensus scientifique autour du dérèglement climatique et, logiquement, refuseront d'accepter les sacrifices qu'impliqueront les décisions politiques destinées à le combattre.

Que cette remontée du taux de climatoscepticisme au sein de la population se soit enclenchée dans l'année suivant celle du mouvement des « gilets jaunes », propulsé à l'origine par une hausse de la taxe sur les carburants, est un signal à ne pas négliger : le climatoscepticisme français est moins alimenté par la méfiance à l'égard des scientifiques que par le ressentiment à l'égard des politiques. Au moment d'élaborer, d'annoncer et de déployer ces dernières, les pouvoirs publics devront impérativement, sur le fond comme sur la forme, intégrer cette donnée à leur réflexion. Il faudra pour cela non seulement expliquer, mais consulter et écouter ce que nous disent les Français climatosceptiques, ainsi que ceux sociologiquement susceptibles de le devenir. À défaut, une offre politique populiste se chargera de le faire à notre place. **En restant scrupuleusement silencieux sur le sujet climatique**, le Rassemblement national a, dans cette optique, déjà parcouru la moitié du chemin.